

OMS et industrie du nucléaire: des liens qui dérangent

Par Richard De Venteuil, publié le 15/05/2011 à 10:00



La catastrophe de Fukushima a relancé les associations anti-nucléaire.
afp.com/Toshifumi Kitamura

Depuis quatre ans, à Genève, un collectif bat le pavé contre l'OMS, accusée de collusion avec le lobby de l'atome, pour que la transparence l'emporte sur les arrangements entre experts.

Juchée sur une carriole, la pancarte arbore un slogan inquisiteur: "Tchernobyl, où est la vérité?" Thomas, 50 ans, est venu d'Isère avec sa femme jusqu'au siège de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en Suisse. Sibyllin, ce sympathisant écolo arbore sur sa poitrine l'extrait d'un récent communiqué de l'institution: "Japon: le risque pour la santé publique est minime."

Bienvenue à Genève, carrefour des Morillons, le point de ralliement des vigies d'Hippocrate, fer de lance du collectif Pour l'indépendance de l'OMS. Des sentinelles discrètes, mais persistantes. Depuis quatre ans, chaque jour ouvré, de 8 heures à 18 heures, elles se relaient ici par petits groupes, occupant un improbable bout de trottoir avec vue imprenable sur un parallépipède de béton... Ces vigies silencieuses ont en ligne de mire

l'organisation internationale, coupable, selon elles, de brader sa mission au profit d'une autre instance de l'ONU, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) - officiellement chargée, elle, d'"accélérer la contribution de l'énergie atomique pour la paix, la santé et la prospérité du monde".

Une entente "trop parfaite"

Or les sentinelles genevoises sont formelles: entre les deux entités, l'entente est trop parfaite. Et de fait. Un accord signé en 1959 leur interdit de prendre publiquement position contre les intérêts de l'autre.

Une procédure standard, dit-on à l'OMS. Peut-être. "Mais toute étude débouchant sur des résultats risquant de nuire aux positions de l'AIEA, promotrice du nucléaire civil, passe à la trappe! dénonce Michel Fernex, ancien de l'OMS aujourd'hui professeur à la faculté de médecine de Bâle et figure de proue du collectif. Ces petits arrangements entre amis servent la seule cause du lobby nucléaire." Et de citer en exemple la conférence tenue ici même à Genève, en novembre 1995, sur les conséquences de Tchernobyl. Ses travaux devaient faire l'objet d'une publication officielle - que l'on attend toujours.

Tchernobyl? Une cinquantaine de morts selon l'OMS...

Quelques mois plus tard, à Vienne, c'est cette fois le porte-voix du nucléaire, l'AIEA qui concluait, pour Tchernobyl, au bilan modeste d'une cinquantaine de morts - chiffre aujourd'hui encore officiellement repris par l'OMS. "C'est ridicule, totalement contredit par l'étude publiée l'an dernier par l'Académie des sciences de New York, qui recense, elle, 985 000 morts liés à la catastrophe de Tchernobyl entre 1986 et 2001 dans le monde", souligne le professeur Fernex. Pour Paul Roullaud, 63 ans, agriculteur retraité et initiateur du collectif - ainsi que du site Independantwho.info -, la coupe est pleine. "Que l'OMS respecte sa mission - "former une opinion publique éclairée", s'anime le Breton, jadis paysan boulanger. Aujourd'hui, c'est la santé de l'industrie nucléaire que l'on protège."

Procès d'intention? L'OMS réfute toutes ces accusations. "Nous nous fondons uniquement sur les faits avérés et la science", affirme son porte-parole Gregory Hartl. Mais le collectif persiste. "Tous ces bâtons dans les roues, ce refus de prendre en compte les analyses de médecins biélorusses, les travaux sur les cancers autres que ceux de la thyroïde, les questions soulevées par les retombées du fameux nuage sont intolérables, bondit Roullaud. C'est pour ça qu'en 2007 je suis allé me "planter" à Genève pour interpellier le "grand docteur"... Devant le siège de l'OMS, carrefour des Morillons, les vigies ont entamé leur 209e semaine de garde. Heureuse surprise, le 14 avril: l'organisation a annoncé qu'elle mènerait avec les autorités japonaises une étude épidémiologique de longue durée sur les retombées de Fukushima. Une première.